

Compte-rendu du Comité ONG du 14 décembre 2021

34 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCES PAR L'AFD

L'AFD accorde 24,6 millions d'euros de subventions aux OSC françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile.

Le Comité ONG de l'AFD du 14 décembre 2021 a validé l'attribution de plus de 24,6 millions d'euros de subventions (24 643 500€) pour la mise en œuvre de 34 nouveaux projets dont le budget global s'élève à près de 48,5 millions d'euros.

31 projets seront déployés sur le terrain pour apporter des solutions concrètes en matière d'accès à la santé, à l'eau dans les bidonvilles, à l'éducation et à la formation professionnelle, à l'information ou à l'énergie dans les zones rurales. Ces projets répondent aussi à des enjeux de réduction des inégalités de genre, de prise en charge du handicap, de renforcement de la sécurité alimentaire, de développement socio-économique durable, d'inclusion sociale des enfants des rues ou des personnes déplacées internes, de transition agro-écologique et de préservation de la biodiversité ou encore d'accès et de respect des droits.

3 projets d'intérêt général permettront de déployer des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale en France et au Liban.

PROJETS DE TERRAIN

ASMAE-Association Sœur Emmanuelle

Améliorer l'inclusion sociale des enfants et des familles en situation de rue à Manille- Philippines
- phase 2

Dans cette capitale très inégalitaire qu'est Manille, on estime à 1 million le nombre d'enfants en situation de rue. Ce projet est la seconde phase d'un projet démarré en 2018 par ASMAE et qui visait à améliorer l'intégration et l'inclusion sociale de ces enfants et familles en situation de rue.

La première phase (2018-2021) a cherché à améliorer leur protection et leur prise en charge, à renforcer leur accès aux services existants et à faire progresser la sensibilisation et la promotion du respect des droits des enfants et familles en situation de rue. L'un de ses principaux résultats a été la formulation d'un plan national stratégique de lutte contre l'exclusion sociale des enfants et familles en situation de rue.

L'enjeu prioritaire de cette seconde phase est de favoriser à présent la déclinaison et l'application de ce plan national à un niveau local, tout en s'assurant de la bonne mise en place de systèmes garantissant l'accès à une éducation de qualité et aux services de protection de l'enfance pour les enfants en situation de rue.

Le budget total de ce projet est de 545 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 55 % du montant total du projet.

EAU ET VIE

Améliorer l'accès à l'eau courante à domicile dans les bidonvilles de Chattogram – Bangladesh.

Le projet vise à améliorer les conditions de vie dans des bidonvilles de Chattogram, la deuxième plus grande ville du Bangladesh, en proposant un accès légal à l'eau potable à domicile.

Le projet est réalisé conjointement avec Water and Life Bangladesh, branche locale d'Eau et Vie, et l'entreprise sociale Shobar Jonno Pani Ltd (SJP).

Water and Life est en charge de la mobilisation des communautés, qui constitue un prérequis au déploiement de services dans ces zones complexes ; elle est responsable du renforcement communautaire et des formations sur l'hygiène, l'environnement et la prévention incendie.

SJP est chargé de construire le réseau de distribution d'eau, d'y raccorder les ménages qui le souhaitent, de distribuer l'eau et d'assurer la facturation et la collecte des paiements auprès des clients. L'entreprise propose ainsi aux habitants des services de qualité à un prix abordable, générant un chiffre d'affaires pour assurer la durabilité du projet dans le temps.

D'ici 2024, plus de 1 250 ménages (5 400 personnes) vivant dans quatre bidonvilles, auront accès à l'eau à domicile.

Le budget total de ce projet est de 2,3 millions d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 400 000 euros, soit 17 % du montant total du projet.

FORUM Réfugiés –COSI

Améliorer la prise en charge des personnes déplacées internes dans la ville de Beni - République démocratique du Congo.

Confronté à des violences massives et récurrentes, le territoire de Beni en RDC connaît un afflux important de personnes déplacées internes (PDI).

Le projet « UTUNZAJI » - « se soucier » - vise à favoriser la cohésion sociale à Beni et ses environs, à travers des activités de soutien psychologique et juridique des personnes déplacées internes, d'accompagnement du rôle des « familles d'accueil » par les communautés locales et du renforcement des compétences des partenaires SOFEPADI et ASADHO, acteurs de la société civile congolaise sur cette thématique.

Au regard de la part majoritaire de femmes dans les PDI à Béni, la question du genre est une composante importante du projet. Le choix du partenaire SOFEPADI (dont la présidente, Madame Julienne LUSENGE, militante congolaise, primée à multiples reprises au niveau international pour son combat sur l'autonomisation des femmes en RDC) renforce la légitimité

du projet UTUNZAJI à porter la voix des femmes auprès des institutions et organisations publiques locales impliquées dans la prise en charge des personnes déplacées internes.

Ce projet de 3 ans bénéficiera à 500 PDI qui seront accompagnés via les dispositifs de soutien psychologique et juridique et à 180 PDI et familles d'accueil qui bénéficieront de soutien à leur développement économique pour être en capacité d'accueillir les flux de déplacés internes croissants.

Le budget total de ce projet est de 716 668 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 370 000 euros, soit 52 % du montant total du projet.

CCL – Comité de Coopération avec le Laos

Appuyer un développement socio-économique durable au nord du Laos.

Le projet d'Action systémique pour le Développement, l'Agriculture, l'Environnement et la Biodiversité (ADAEBio) appuie un développement socio-économique durable dans deux districts ruraux et forestiers du Nord Laos (Districts de La & Namor dans la Province d'Oudomxay) en organisant de la concertation, des échanges multi-acteurs et en soutenant la mise en œuvre d'approches participatives et systémiques avec les familles, les communautés et l'ensemble des acteurs des territoires.

Il est construit autour de deux grands axes :

- Le soutien au développement durable des territoires de deux districts : réalisation de plans villageois participatifs sur la gestion des terres agricoles et forestières ; sessions d'information sur l'utilisation des pesticides et sur la biodiversité dans les collèges-lycées et accompagnement des élèves pour la mise en place d'actions de sensibilisation dans leur village ; appui à la transition agro-écologique, actions de valorisation durable des produits forestiers et de lutte contre la déforestation ; accompagnement pour l'amélioration de l'hygiène et de la santé.
- le renforcement de la gouvernance locale sur les enjeux environnementaux et de développement économique : concertations inter-villageoises sur la cohabitation avec les éléphants et sur la gestion de l'eau ; constitution d'équipes villageoises de rangers et de gestion de l'eau ; animation d'études et de deux Observatoires provinciaux (l'un sur les pesticides, l'autre sur les ressources naturelles et la biodiversité) ; formations des leaders villageois (dont 30% de femmes), des autorités locales et de la société civile ; animation d'échanges techniques entre producteurs/acheteurs et entre décideurs politiques/société civile.

Le CCL mène les activités avec trois associations partenaires qui apportent des expertises complémentaires ainsi qu'avec les organes déconcentrés de l'Etat.

Le budget total de ce projet est de 955 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 500 000 euros, soit 52,5 % du montant total du projet.

WECF FRANCE (Women Engage for a Common Future)

Améliorer la prise en compte des inégalités de genre dans les politiques climat - RDC, Cameroun, Colombie

Le projet REGAIN (Renforcer l'Egalité de Genre pour l'Ambition Internationale et Nationale) vise à appuyer, valoriser et amplifier des solutions locales d'atténuation et d'adaptation inclusives entreprises par des ONG féministes de terrain dans trois pays (RDC, Cameroun, Colombie) afin qu'elles contribuent à améliorer la prise en compte des inégalités de genre dans les politiques climatiques nationales et puissent servir de modèles pour accélérer l'action climatique globale.

Pour ce faire, le programme comprend trois volets d'activité :

- La duplication et l'amplification de 3 initiatives sur l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans 3 pays sur 3 enjeux majeurs : (i) droits fonciers et accès à la terre des femmes en RDC, (ii) gestion durable et communautaire des forêts avec les femmes au Cameroun, (iii) structuration de filières de recyclage et emploi formels des femmes en Colombie.
- Le renforcement de capacités techniques, structurelles et de plaidoyer des trois OSC appuyées ainsi que la capitalisation et la mutualisation des enseignements sur différents continents par des ateliers de partage et de la mise en réseau lors des COP climat.
- Le renforcement des politiques climat équitables nationales dans les pays d'intervention du projet grâce à des activités de valorisation et de plaidoyer pour une approche genre et climat.

Le budget total de ce projet est de 1 117 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 54% du montant total du projet.

SECOURS ISLAMIQUE FRANCE (SIF)

Renforcer la résilience des communautés et améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire grâce à des pratiques agricoles responsables en Cisjordanie - Palestine.

L'objectif du projet PARC (Pratiques Agricoles Responsables en Cisjordanie) est d'améliorer la qualité des systèmes de production responsable et de leur commercialisation dans le secteur agricole en Cisjordanie.

En travaillant avec les producteurs et les institutions palestiniennes, le projet renforcera le système PALGAP (Palestinian Good Agricultural Practices) sur toute la chaîne de valeur : de la production à la ferme, au marketing et à la sensibilisation des consommateurs en passant par les processus post-production et de transformation afin d'obtenir des produits agroalimentaires et laitiers responsables et de qualité, tout en réduisant les impacts des pratiques agricoles sur l'environnement (usages d'intrants chimiques en particulier).

L'adoption des normes par les agriculteurs formés doit permettre d'augmenter leurs revenus d'une part et fournir aux consommateurs des produits responsables et de qualité d'autre part.

Le SIF s'associera à une ONG agricole palestinienne, l'ESDC (*Economical & Social Development Center*) et à l'Université Nationale d'An-Najah (ANNU) qui apportera son expertise agricole. Un système de bonnes pratiques agricoles pour les produits agroalimentaires et laitiers sera institutionnalisé et la capacité de 400 agriculteurs/éleveurs à produire des aliments responsables sera renforcé.

Le budget total de ce projet est de 2 727 271 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 500 000 euros, soit 55% du montant total du projet.

LA GUILDE EUROPENNE DU RAID

Pérenniser la Radio Al Salam au Kurdistan irakien – Irak.

Ce projet vise à mettre en place les conditions de pérennisation de la Radio Al Salam, créée en mars 2015 à Erbil (Kurdistan irakien) à l'initiative de la Guilde Européenne du Raid, de Radio Sans Frontières, de l'Œuvre d'Orient et de la Fondation Raoul Follereau.

Cette radio locale, indépendante et intercommunautaire, qui diffuse en arabe et kurde (7j/7, 24h/24) cherche à favoriser le dialogue et la réconciliation à travers la diffusion de programmes de qualité sur l'actualité politique, humanitaire et culturelle. Elle porte la voix des populations réfugiées, déplacées, et en particulier celle des minorités (Chrétiens, Yézidis, Kurdes).

Dans un contexte politique, sécuritaire et économique instable, l'objectif est de pérenniser la radio comme structure locale, de renforcer les capacités de ses journalistes, de diversifier ses contenus et d'améliorer sa qualité éditoriale.

La Guilde, en tant que porteur du projet, en assurera le pilotage tandis que Radio sans frontières sera essentiellement chargée de la définition et du suivi des formations destinées aux journalistes,

Le budget total de ce projet est de 831 681 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 390 000 euros, soit 47 % du montant total du projet

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

Améliorer la gestion d'une forêt classée et de trois réserves naturelles au Sénégal

Le projet AGIR (appuyer la gestion intégrée des ressources) a pour objectif d'améliorer la gestion de la forêt classée de Kousmar (région de Kaolack) et de trois réserves naturelles qui hébergent de nombreux oiseaux migrateurs ou nicheurs : la réserve de Tocc Tocc, (région de Saint-Louis) ; la réserve de Palmarin (région de Fatick) et la réserve de Kalissay (région de Ziguinchor).

Le projet s'articule autour de trois volets :

- Accompagner deux ONG sénégalaises, partenaires du projet, vers davantage d'autonomie financière et opérationnelle et renforcer les comités villageois qui gèrent les sites naturels.

- Améliorer les connaissances sur l'avifaune : formation des écogardes à la récolte de données sur les oiseaux, création d'une base de données avifaunistiques, sensibilisation de la population riveraine des sites aux enjeux de l'avifaune.
- Améliorer les revenus des populations vivant dans les zones limitrophes des sites, grâce à la mise en place de circuits écotouristiques et à la création d'une coopérative de femmes.

Le budget total de ce projet est de 1,1 million euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 55 % du montant total du projet

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Renforcer les capacités productives agricoles biologiques des femmes et des jeunes de la coopérative de la commune de Comasagua - SALVADOR – phase 2

Ce projet vise à soutenir une coopérative agricole de la commune de Comasagua qui anime un système de production et de commercialisation de produits biologiques grâce à des techniques d'agriculture biologique et de commercialisation des excédents de production (fruits, légumes, herbes aromatiques, production avicole) sous forme de « paniers » directement auprès de clients sélectionnés, comme pour le système d'AMAP en France.

La seconde phase de ce projet vise 3 objectifs :

- Renforcer les capacités d'organisation de la coopérative afin d'améliorer son autonomie et son fonctionnement interne et d'augmenter son nombre de membres de 20% ;
- Accroître la capacité de production agro-écologique d'au moins 5% par an grâce à des investissements techniques et des formations ;
- Améliorer le modèle alternatif de commerce équitable notamment grâce à l'e-commerce et à des activités d'écotourisme. Les revenus familiaux des membres de la coopérative doivent ainsi être augmentés.

Le budget total de ce projet est de 869 046 d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 350 000 euros, soit 40 % du montant total du projet.

TCHENDUKUA ICI ET AILLEURS.

Préserver la biodiversité et soutenir la restitution de terres ancestrales aux populations autochtones de la Sierra Nevada de Santa Marta – Colombie - phase 3

La 3^{ème} phase du projet Mendihuaca vise à contribuer à la protection et la régénération de la biodiversité ainsi qu'à la préservation de la culture des peuples autochtones (kogis, wiwas et arhuacos) de la Sierra Nevada de Santa Marta.

Le projet est structuré autour de trois axes :

- La récupération de terres ancestrales à travers le rachat de 250ha de terres,
- La formation et l'appui à la transmission des connaissances et pratiques traditionnelles, en particulier envers les jeunes,

- Le renforcement du dialogue et des échanges entre les connaissances écologiques traditionnelles et les sciences modernes.

Au-delà, l'objectif est de permettre aux populations autochtones de préserver leur identité, leur culture, les savoirs ancestraux et de faciliter la régénération naturelle de la biodiversité dans la Sierra Nevada de Santa Marta.

Le budget total de ce projet est de 1 128 737 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 40% du montant total du projet.

ENVOL VERT.

Conserver l'Amazonie péruvienne - Pérou

Le projet « Conserver l'Amazonie péruvienne » a pour objectif de préserver les forêts tropicales et leur biodiversité, favoriser les filières durables et les alternatives de développement et améliorer les conditions de vie des communautés rurales du bassin Amazonien péruvien.

Afin d'atténuer les pressions sur les ressources forestières et préserver les forêts existantes, le projet prévoit de:

- mettre en place des systèmes agroforestiers avec les communautés locales (conversion de 350ha de parcelles en systèmes agroforestiers, création de 25 pépinières....)
- développer des alternatives économiques pour limiter les pressions sur les ressources naturelles, améliorer les sources de revenus communautaires et la sécurité alimentaire ;
- promouvoir la préservation de l'Amazonie Péruvienne (réseau d'agroforesterie, plateforme « Empreinte Forêt »...)

Ce projet bénéficiera directement à 350 producteurs provenant des cinq coopératives agricoles partenaires d'Envol Vert. Les femmes représenteront 35% des bénéficiaires directs du projet.

Le budget total de ce projet est de 380 233 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 193 000 euros, soit 51% du montant total du projet.

ELEVAGES SANS FRONTIERES

Appuyer le développement de la filière pintade au nord du Togo - phase 2

Ce projet est la seconde phase du projet « Or Gris des Savanes, appui à la filière pintade au Togo » débuté par Elevages Sans Frontières en 2018 dans les Savanes, région rurale du Nord du Togo.

La première phase (2019-2021) a permis à 720 éleveurs (dont 2/3 de femmes et 1/4 de jeunes) d'améliorer la productivité des élevages et de préparer la commercialisation des produits (notamment via la création de la marque « L'Or Gris »).

Cette seconde phase vise à poursuivre la consolidation de cette filière pintade. Pour cela, elle entend mettre l'accent sur i) l'appui aux plus vulnérables (femmes et jeunes), ii) une meilleure

gestion environnementale des exploitations et des ressources locales, iii) un renforcement de la filière et des expertises locales.

Ce projet est construit autour de trois objectifs :

- Renforcer l'amont de la filière, c'est-à-dire améliorer la productivité des élevages, pour 300 éleveurs vulnérables (femmes et jeunes);
- Soutenir la préservation des écosystèmes à plusieurs niveaux : au sein des élevages, sur l'environnement direct des élevages et sur l'environnement plus large, au niveau du terroir villageois, dans une approche de « Santé Unique »;
- Consolider la filière pintades, par une meilleure organisation des éleveurs et le développement d'initiatives économiques permettant une offre de services aux éleveurs pour l'équipement de leurs élevages, l'alimentation de leurs animaux (amont de la filière) ou la commercialisation de leurs produits (aval de la filière).

Le budget total de ce projet est de 730 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 250 000 euros, soit 34 % du montant total du projet.

MOUVEMENT INTERNATIONAL ATD QUART MONDE

Améliorer la participation citoyenne, l'éducation et la protection sociale des plus défavorisés en Haïti – Phase 2

Le projet vise à améliorer les droits fondamentaux et les conditions de vie des personnes en situation de grande pauvreté vivant dans des communes et quartiers parmi les plus déshérités d'Haïti : droit à l'identité, à la participation citoyenne, à la santé et la protection sociale, à l'éducation (notamment pré-scolaire) et à la culture, à l'alimentation saine pour les enfants...

Mis en œuvre par les équipes et les partenaires d'ATD intégrés de longue date au sein des communautés et des quartiers, il s'appuie sur une stratégie de renforcement des capacités des personnes les plus pauvres pour qu'elles puissent s'exprimer, prendre part à la vie de leur communauté, acquérir et faire valoir leurs droits, mais aussi des organisations communautaires et des acteurs étatiques afin qu'ils puissent mieux les accompagner.

Le projet se déroule dans deux zones : le Haut Martissant à Port-au-Prince, zone d'habitat informel parmi les plus pauvres d'Haïti, où est implanté ATD QM ; et la commune rurale de Jean-Rabel, région très enclavée située à la pointe Nord-Ouest du pays.

Il touchera au total 3 500 bénéficiaires directs, dont : 140 enfants de 4 à 6 ans (école maternelle), 670 enfants et leurs familles (stimulation précoce, programme nutritionnel, bibliothèques de rue...), 30 jeunes, 970 familles (centre de santé, assurance santé), des enseignants, animateurs, responsables d'organisations communautaires, de services de l'Etat... Le projet ciblera particulièrement les personnes les plus vulnérables : enfants, adolescents et adolescentes, jeunes hommes sous la pression des bandes armées, mères célibataires... Il bénéficiera indirectement aux communautés des deux quartiers, soit environ 30 000 personnes.

Le budget total de ce projet est de 803 670 euros, sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 413 000 euros, soit 51 % du montant total du projet.

PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Appuyer l'insertion économique des jeunes femmes et hommes en Egypte – phase 3

Le projet Tamkeen vise à développer l'autonomisation et l'insertion socio-économique des jeunes femmes et hommes dans les zones urbaines marginalisées d'Egypte, dans les régions du Caire, d'Alexandrie et d'Assiout.

Cette dernière phase du projet a pour ambition de pérenniser et de mettre à l'échelle le dispositif Tamkeen. Il s'agit en particulier de renforcer l'employabilité des jeunes femmes et hommes en s'appuyant sur des structures dirigées par des jeunes (les « Clubs Tamkeens ») et en mettant en place des structures et des réseaux permettant de suivre et d'accompagner dans la durée l'insertion économique des jeunes bénéficiaires.

A travers d'outils et d'activités variés (formations, salons de l'emploi, placement en entreprise, accompagnement-mentorat pour la création d'entreprise, réseautage, sensibilisation aux inégalités de genre...), Tamkeen 3 devrait permettre aux jeunes participant aux programmes de développer leurs compétences et de bénéficier d'un environnement plus favorable à l'insertion économique et à l'égalité de genre, à 50 % d'entre eux d'accéder à un emploi durable et à 40 % de démarrer une activité génératrice de revenu.

Les bénéficiaires directs de ce projet sont 2 000 jeunes, femmes (70 %) et hommes (30 %) âgés de 18 à 35 ans, issus de quartiers informels et marginalisés des villes du Caire, d'Alexandrie et d'Assiout. Indirectement le projet touchera les familles, les habitants des quartiers concernés, ainsi que les membres de la communauté bénéficiant des actions de sensibilisation.

Le budget total de ce projet est de 800 660 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 375 000 euros, soit 47 % du montant total du projet.

LA VOIX DE L'ENFANT

Renforcer l'accès à l'établissement d'un acte d'Etat Civil pour les enfants du Nord Kivu - République Démocratique du Congo

L'absence d'enregistrement à l'état civil des enfants est une problématique très présente en RDC, et plus particulièrement dans la province du Nord Kivu. L'enjeu du projet est de répondre à cette problématique et de faire en sorte qu'à terme, tout enfant né ou naissant au Nord Kivu soit inscrit à l'État Civil et dispose d'un acte de naissance, première étape pour faire de l'enfant un sujet de droit.

Pour répondre à cet enjeu, des campagnes d'enregistrement rétroactif seront menées dans les écoles pour délivrer un acte de naissance à 230 000 enfants. Dans le même temps, un projet pilote dans la ville de Mabalako (Nord-Kivu) sera mené afin d'approcher un taux d'enregistrement des enfants à 100% dès la naissance.

Pour ce faire, le projet vise à renforcer les compétences des 4 partenaires associatifs locaux œuvrant pour l'accompagnement à l'enregistrement des actes de naissances dans la région, ainsi qu'accompagner les acteurs étatiques locaux et nationaux dans la restructuration et l'informatisation du processus d'enregistrement de l'état civil congolais.

Au-delà des activités de formation et de sensibilisation des acteurs étatiques et des communautés, le projet s'attache à établir une base de données visant à sauvegarder de manière pérenne et sécurisée les informations d'état civil des citoyens congolais.

Le projet bénéficie directement à plus de 230 000 enfants enregistrés à l'état civil, ainsi qu'aux partenaires (associatifs, privés, publics) impliqués dans le dispositif d'enregistrement des actes de naissance dans les zones ciblées par le projet.

Le budget total de ce projet est de 1 639 545 euros sur trois ans. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 950 000 euros, soit 58 % du montant total du projet.

ESSENTIEL

Favoriser l'accès des personnes déficientes sensorielles aux services de prévention, de détection et d'accompagnement en Afrique de l'Ouest - Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Togo

Le projet porté par ESSENTIEL vise à favoriser l'accès des personnes déficientes sensorielles aux services de prévention, de détection et d'accompagnement (DéfiSens) en Afrique de l'Ouest francophone.

Il est structuré en trois volets :

- La formation des professionnel.les de la rééducation, de la réadaptation et de l'enseignement spécialisé.
- La sensibilisation, la prévention, le dépistage et les soins de premiers recours dans les zones géographiques correspondant à une prévalence forte des déficiences sensorielles.
- L'animation d'un plaidoyer pour les droits, la mise en place de politiques publiques adaptées et la diffusions des savoirs autour des déficiences sensorielles.

A l'issue du projet, les douze partenaires ouest-africains auront défini et mis en œuvre leurs projets d'établissement, le niveau de compétences des 1 130 professionnel.les aura été amélioré et un espace collaboratif de ressources méthodologiques sera développé. Un modèle organisationnel d'intervention en stratégies avancées sera défini et deux protocoles d'accompagnement et de guidance seront disponibles. Les capacités des acteurs en matière d'analyse des politiques publiques et de conduite du plaidoyer seront renforcées et le plaidoyer porté prévoit d'insuffler des changements dans l'opérationnalisation des conventions internationales. 12 934 personnes déficientes sensorielles seront bénéficiaires des actions de sensibilisation et dépistage.

Le budget total de ce projet est de 1 254 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 44% du montant total du projet.

AIDE ODONTOLOGIQUE INTERNATIONALE

Appuyer le développement intégré de la santé orale, de la prévention et du contrôle des infections – Laos et Madagascar - phase 3

Ce projet constitue la 3^{ème} phase d'un projet engagé depuis 2010.

Le premier volet du projet propose d'améliorer le programme intégré de promotion de la santé Au Laos, il vise à améliorer la qualité de la teneur en fluor dans les dentifrices disponibles sur le marché au Laos. A Madagascar, il propose d'appuyer l'application du décret d'iodation et de fluoration du sel à travers un suivi technique auprès des ministères, des petits et moyens producteurs de sel et auprès des reconditionneurs. Par ailleurs, une communication adaptée sur le sel iodé et fluoré auprès de la population, des personnels de santé sera déployée. Un volet de plaidoyer est également intégré au programme pour permettre l'application des normes et la mise en place d'une législation sur le dentifrice fluoré.

Le second volet porté par ce projet vise à améliorer la prévention et le contrôle des infections associées aux soins dentaires qui peuvent être évitées si des stratégies sont mises en place en lien avec les Ministères de la Santé.

Le troisième objectif propose de renforcer la capacité d'associations professionnelles au Laos et à Madagascar en les accompagnant dans leur structuration et leurs activités. Les six associations accompagnées sont des partenaires historiques de l'AOI.

Le budget total de ce projet est de 1 490 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 819 500 euros, soit 55% du montant total du projet.

FRANCE TERRE D'ASILE

Renforcer l'autonomisation et l'inclusion des femmes migrantes en Tunisie

Malgré le cadre juridique et institutionnel tunisien qui propose des avancées dans les domaines de la défense des droits des migrants et de la défense des droits des femmes, les femmes migrantes en Tunisie continuent à subir de plein fouet une double discrimination, basée sur le genre et sur leur statut de migrantes. Pour que les avancées sociales et légales puissent se traduire en amélioration de l'accès aux droits et de l'inclusion des femmes migrantes en Tunisie, le projet vise à permettre à ces femmes, aux associations et aux institutions publiques de connaître et de faire appliquer ces droits.

Le projet AIFEM travaille directement avec 2 700 femmes migrantes pour leur fournir des services directs d'assistance, les informer et renforcer leurs connaissances sur les droits, les accompagner dans le développement de projets entrepreneuriaux et dans l'accès à l'emploi. Le projet forme également 3 000 personnes au sein d'OSC et d'institutions pour développer

leur expérience de travail avec les femmes migrantes et renforcer leur capacité à les intégrer dans leurs services.

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le bureau tunisien de l'ONG italienne CEFA, active en matière de développement économique inclusif, et l'association tunisienne Beity dont l'objectif est de lutter contre les discriminations, violences basées sur le genre et la vulnérabilité économique des femmes.

Le budget total de ce projet est de 880 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 440 000 euros, soit 50% du montant total du projet.

LA CHAÎNE DE L'ESPOIR

Améliorer le système de détection et de gestion des affections congénitales orthopédiques des enfants vulnérables en situation ou en risque de handicap - Jordanie

En Jordanie, les affections congénitales orthopédiques (ACO) représentent la deuxième cause de mortalité infantile et la première cause de décès prématuré.

Pourtant, l'identification des ACO dans les six premiers mois de vie réduit le recours à des interventions chirurgicales invasives, permet l'utilisation de méthodes moins agressives pour l'organisme et améliore le pronostic vital.

Pour améliorer le dépistage précoce des ACO, le projet :

- Renforce les capacités des familles, des communautés et des OSC pour détecter les signes et améliorer le dépistage précoce des ACO ;
- Forme le personnel médical et paramédical en poste dans les structures de santé primaire et secondaires (infirmiers.ères, médecins, sages-femmes) au dépistage précoce, au référencement et au suivi des cas afin de proposer une prise en charge de proximité ;
- Améliore l'accès à la prise en charge médicale (missions chirurgicales, interventions non-invasives et formation des équipes hospitalières) et psychosociale des enfants et des jeunes adultes atteints d'ACO.

Le projet bénéficiera de 4 000 personnes, dont 1 260 enfants et leurs parents, 970 personnels médicaux, 320 agent.es de santé communautaire et 240 personnes actives au sein des organisations à base communautaire. Plus largement, il bénéficiera aux personnes et familles se rendant dans les centres de santé, les communautés dans les zones du projet, les personnes réfugiées dans les camps et renforcera le système de santé.

Le budget total de ce projet est de 1 866 720 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 880 000 euros, soit 47 % du montant total du projet.

FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL

Former et accompagner l'insertion professionnelle des jeunes marocains - phase 2

Dans cette seconde phase du programme Najah, la fondation Apprentis d'Auteuil et ses partenaires marocains L'Heure Joyeuse, Al Karam et 100% Mamans poursuivent leur soutien à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes marocains éloignés de l'emploi, des études et de la formation professionnelle. Ces jeunes inactifs représentent 31,5% de la jeunesse du royaume, soit 1,9 millions de personnes.

Dans la continuité de la première phase, le projet vise trois objectifs :

- soutenir les jeunes vulnérables dans leur capacité à s'insérer en emploi ;
- accompagner les jeunes dans leur capacité d'entreprendre de façon autonome dans des secteurs économiques porteurs ;
- renforcer les acteurs locaux dans leurs pratiques d'appui à l'autonomisation économique des jeunes vulnérables au Maroc.

Le projet cible directement 3 150 jeunes de 15 à 35 ans de Casablanca, Marrakech, Safi, Ouled Hassoune et Tanger, sept associations marocaines travaillant dans le domaine de l'insertion des jeunes en situation de vulnérabilité, et enfin vingt professionnels de l'insertion.

Le budget total de ce projet est de 1 279 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 650 000 euros, soit 51% du montant total du projet.

ICOSI

Former, entreprendre, innover dans le secteur agricole des Comores

Le projet Zema Kaziolo propose une offre de formation agricole accessible à tous autour d'un projet de ferme école sur l'île de la Grande Comore (Ngazidja). Cette école sera ouverte aux Comoriens des trois îles de l'Union, désireux de se former et de développer un projet professionnel dans le secteur agricole. Cette formation enseignera les techniques agricoles les plus récentes (agroforesterie, agriculture résiliente au climat, culture biologique etc.) mais sa particularité sera de former les personnes à l'entrepreneuriat agricole, c'est-à-dire tout ce qui concerne la valeur ajoutée et la commercialisation des produits, particulièrement dans une optique de fonctionnement en coopérative.

Chaque promotion comptabilisera 50% de femmes et 50% d'hommes. Une prise en charge et un suivi particulier seront réservés aux jeunes hommes et aux jeunes femmes âgés entre 18 et 25 ans afin de faciliter le suivi de la formation et d'éviter le décrochage.

Le projet ne vise pas seulement à former des nouvelles personnes à l'agriculture, il soutient également des agriculteurs et agricultrices déjà en place (par le biais des coopératives) pour leur permettre d'optimiser leur production et leurs revenus dans une approche agro-écologique et soutiendra les coopératives dans leur structuration et leur fonctionnement.

Enfin, le projet réalisera des actions de plaidoyer autour de la promotion de filières locales de qualité et respectueuses de l'environnement, notamment en faveur de la limitation de l'utilisation de pesticides chimiques. En parallèle des actions de sensibilisation et de promotion des filières locales, les acteurs du projet lanceront le développement pilote de deux filières locales : piment et tomate, par l'amélioration de la production, l'appui à la conservation, la transformation et la commercialisation.

Le budget total de ce projet est de 741 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 40% du montant total du projet.

APDRA PISCICULTURE PAYSANNE

Accompagner les exploitations familiales agricoles à la transition agroécologique des systèmes agro-piscicoles - Madagascar

Madagascar est marqué par une triple crise environnementale, économique et sociale, aggravée par les effets de la pandémie liée à la Covid-19. Ce projet souhaite favoriser l'intensification agroécologique pour renforcer la résilience de 3 000 Exploitations Agricoles Familiales (EAF) face aux crises.

Le projet se déroule dans 30 communes des régions Itasy, Vakinankaratra et Atsinanana, et propose d'accompagner les exploitations familiales vers :

- L'aménagement, la protection et la production de manière durable et économiquement rentable, en développant des pratiques complémentaires :

rizipisciculture, reboisement et agriculture de conservation, selon les besoins et aspirations des exploitations familiales ;

- Le soutien à la structuration d'organisations paysannes et le développement d'une approche chaîne de valeur proposant des services et un accompagnement aux exploitations familiales ;
- La formation et la diffusion d'informations auprès des scolaires, décideur.se.s et acteur.rice.s du développement pour permettre une meilleure compréhension des principes et bénéfices de l'agroécologie et une meilleure implication dans l'intensification agroécologique.

Le projet est porté par un consortium porté par l'APDRA et auquel participent également Cœur de Forêt ainsi que deux structures malgaches GSDM et FIFATA.

Le budget total de ce projet est de 2 166 667 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 300 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.

ALIMA

Appuyer la prise en charge médico-nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans à N'Djamena - Tchad

Ce projet vise à réduire la morbidité et la mortalité des enfants de moins de cinq ans à N'Djamena en se focalisant sur les pathologies les plus meurtrières (la malnutrition aiguë sévère, le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les diarrhées), à travers une stratégie de formation et de mobilisation d'un réseau d'agents de santé communautaires.

Le projet développe et forme un réseau d'agents de santé communautaires, redynamise les comités de gestion et appuie les responsables des chefs de centre dans le suivi des activités communautaires. Il améliore la prise en charge au niveau communautaire des trois principales pathologies mortelles des enfants de moins de 5 ans (paludisme, diarrhée, infections respiratoire) via les agents de santé communautaires. Il cherche à détecter de manière active et précoce les cas de malnutrition en communauté via la formation des femmes en âge de procréer sur la prévention et le dépistage porte-à-porte par des agents de santé communautaires.

Le projet a été conçu en étroite concertation avec Alerte Santé, une OSC tchadienne de référence dans le secteur et partenaire de longue date de ALIMA.

ALIMA et Alerte Santé ont conçu le projet en lien avec les pouvoirs publics, notamment le ministère de la Santé et la Direction de Nutrition et la Technologie Alimentaire ; sa mise en œuvre se fera en étroite coopération avec les services déconcentrés de l'administration de la santé.

Le budget total de ce projet est de 818 181 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 450 000 euros, soit 55 % du montant total du projet.

ELECTRICIENS SANS FRONTIERES

Développer des filières locales d'accès à l'énergie hors-réseau - Bénin, Madagascar, Togo

Le programme « Café Lumière » porte l'ambition d'améliorer les conditions de vie des populations rurales éloignées du réseau électrique en leur apportant un accès durable à des services énergétiques modernes.

Concrètement, un Café Lumière est une plateforme énergétique multiservices alimentée par une centrale solaire photovoltaïque permettant d'accéder à des services énergétiques variés et adaptés aux besoins (activités domestiques, tertiaires ou productives). La spécificité de la solution proposée par ESF consiste à intégrer dans le modèle d'affaires des plateformes le coût de l'électrification des services collectifs des villages (centre de santé, école, éclairage public, etc.).

Le programme s'articule autour de deux objectifs:

- Accompagner la structuration de filières locales en capacité de déployer de manière autonome la solution Café Lumière : des acteurs publics aux acteurs privés et de la société civile ;
- Fournir à 22 villages ruraux un accès à des services énergétiques modernes et durables.

Au total, ce programme bénéficiera directement à 110 000 personnes et indirectement aux acteurs impactés par la diffusion de la solution (agences régionales d'électrification, communes, associations partenaires, délégataires) et aux villages voisins soit 235 000 personnes.

Le budget total de ce projet est de 3 139 961 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 800 000 euros, soit 57 % du montant total du projet.

PLAN INTERNATIONAL FRANCE

Promouvoir une insertion intégrale des jeunes, pour une transformation des rapports sociaux de genre au Sahel – Burkina Faso, Sénégal.

Le projet Opportunités d'insertion Socio-Economique et Environnementale (OSEER) vise à promouvoir une insertion intégrale (à la fois économique/professionnelle, sociale/citoyenne, environnementale/climatique) des jeunes parmi les plus vulnérables, via une approche transformatrice des rapports sociaux de genre et l'engagement des jeunes en tant qu'actrices et acteurs du changement au Sahel.

Ce programme est mis en œuvre par Plan International et ses partenaires au Burkina Faso, dans les régions du Sahel du Centre-Nord et du Centre, et au Sénégal dans les zones urbaines et péri-urbaines de Dakar et Saint –Louis à travers 9 partenaires locaux, et en collaboration avec les services techniques de l'Etat et les collectivités locales.

Il s'inscrit dans un programme que souhaite porter Plan International et qui vise à créer un Centre d'expertise régional qui puisse nourrir le savoir existant sur cette thématique, offrir des outils, renforcer les compétences, capitaliser et diffuser les expériences.

Pour y parvenir le programme propose:

- D'accompagner l'insertion intégrale de 2 600 jeunes femmes et hommes (de 16 à 28 ans, 70% de femmes) parmi les plus vulnérables, dans le cadre d'interventions modèles adaptées aux trois contextes nationaux ;
- De contribuer à l'amélioration d'un cadre légal et politique en faveur de l'insertion intégrale des jeunes et de l'égalité femmes-hommes à travers le renforcement de capacités, l'accompagnement et la mise en réseau de 300 groupes de jeunes (100 par pays) porteurs de ce plaidoyer aux niveaux local et national ;
- De renforcer l'expertise régionale et la qualité des interventions de Plan International et principales parties prenantes en matière d'insertion intégrale transformatrice des rapports sociaux de genre, des jeunes femmes et hommes en Afrique de l'Ouest et du Centre, Capitaliser, Partager, Echanger, dans le cadre des activités d'un Centre d'Expertise Régional (CaPE).

Le budget total de ce projet est de 3 millions d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1,6 million d'euros, soit 53 % du montant total du projet.

SOS VILLAGES D'ENFANTS FRANCE

Soutenir l'émergence sociale, économique et écologique des familles vulnérables du Sud de Madagascar

Face à la crise alimentaire, à la grande pauvreté et à la violence dans les régions Androy et Anosy, SOS Villages d'enfants, en partenariat avec SOS VE Madagascar et AVSF lance un projet autour des droits de l'enfant.

Le premier volet est l'accès des enfants aux droits et services essentiels (état civil, santé, éducation), via un accompagnement familial spécifique et la fourniture de ces services.

Le second est la mise en place d'un environnement protecteur, par la sensibilisation des communautés aux droits des enfants et des formations à une parentalité positive.

Le troisième volet est l'amélioration de la résilience des familles et leur sécurité alimentaire grâce à l'accroissement des ressources vivrières et économiques, autour de la pêche, l'agroécologie et l'élevage.

La mise en place de Programmes de Renforcement de la Famille permet d'accompagner les familles à acquérir la capacité de prendre en charge et prendre soin de leurs enfants. Pour ce faire, les parents sont accompagnés dans une démarche d'insertion sociale et économique : information sur l'hygiène, la nutrition, la santé, réhabilitation de l'habitat, soutien psychologique, cours d'alphabétisation et de formation, aide juridique (état-civil), soutien à la recherche d'emploi ou à la création d'activités génératrices de revenus...

Le projet bénéficiera à plus de 1 300 familles vivant dans les 11 fokontany (districts) du projet, en situation d'extrême pauvreté.

Le budget total de ce projet est de 2,1 millions d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1,1 million d'euros, soit 52 % du montant total du projet.

BATIK INTERNATIONAL

Appuyer et renforcer les organisations sur les enjeux de genre – Burkina Faso, Mauritanie, Tunisie

Le projet « Parions l'égalité » est porté par Batik International en consortium avec 4 autres OSC françaises : le GRET, Elevages sans frontières, Frères des Hommes et l'UNMFREO. Il vise à réduire les inégalités économiques liées au genre. Pour ce faire, le projet est articulé autour de trois leviers d'action : favoriser l'accès des femmes aux ressources, emplois et revenus ; promouvoir un environnement favorable à l'égalité (mobilisation sociale au niveau communautaire) et accompagner l'intégration du genre dans les organisations (OSC françaises et partenaires locaux).

Le projet associe quatre organisations locales de la société civile : Concept, Victoire pour la femme rurale, APIL et l'Union Nationale de Maisons Familiales Rurales du Burkina Faso.

Le projet bénéficiera directement à environ 1100 femmes et 700 hommes participant aux projets de terrain, à leur entourage et leur environnement économique ainsi qu'aux 8 partenaires du programme (soit 184 professionnels et bénévoles du secteur de la solidarité internationale)

Le budget total de ce projet est de 1 050 473 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 630 000 euros, soit 60 % du montant total du projet.

SECOURS CATHOLIQUE CARITAS France

Renforcer les capacités des partenaires et des communautés pour concevoir et promouvoir une transition écologique juste – Convention de partenariat pluriannuelle.

Ce programme constitue la 8^{ème} convention de partenariat pluriannuelle signée par l'AFD avec une OSC française. Cet instrument a pour ambition de renforcer le dialogue stratégique entre une OSC historique, le MEAE et l'AFD sur un sujet d'intérêt commun. Ici, la transition écologique juste.

A travers ce programme, il s'agit pour le SCCF et ses partenaires de concevoir et promouvoir collectivement une vision commune de la transition écologique juste. Cette ambition se structure autour de deux objectifs : la formalisation d'une vision de la transition écologique juste au travers de l'expérimentation de 25 projets de terrain, et la promotion collective de cette vision.

Le programme sera mis en œuvre dans 18 pays (dont la France), sur quatre continents, avec l'appui de 36 partenaires (dont 3 partenaires de recherche et 33 partenaires de terrain). Multi-

pays, il est également multi sectoriel en écho à la transversalité de la transition écologique juste. Une place importante est laissée aux thématiques suivantes : agroécologie (Afrique, Amérique latine), migrations environnementales (Asie), villes durables (Asie), défense des droits (fonciers, autochtones – Amérique Latine, Asie, Palestine), environnement (Asie).

Par-delà l'expérimentation de projets de terrain, le programme ambitionne le passage à l'échelle d'actions locales, et l'influence en faveur d'une transition écologique juste au niveau national, régional et international.

Le programme déploiera des activités de renforcement de capacités, de production de connaissance, et de diffusion, avec un volet important de capitalisation-recherche.

Les bénéficiaires directs sont 25 organisations partenaires (société civile, et recherche), près de 2000 organisations locales (associatives, paysannes, communales, publiques), 500 personnes du réseau du SCCF en France, près de 200 000 citoyens dans les pays d'intervention.

L'AFD cofinance la première tranche de deux ans de ce programme au travers d'un cofinancement de 3,6M€ soit 60% du budget global de 6 046 433 euros sur cette période.

TRIANGLE GENERATION HUMANITAIRE

Renforcer et pérenniser la prise en charge, l'accompagnement et la réinsertion des mineurs vulnérables à Bangui - Centrafrique

Le projet a pour objectif d'améliorer et de pérenniser la protection de l'enfance en République Centrafricaine. Il vise plus particulièrement à améliorer la protection et la réinsertion des enfants en situation de vulnérabilité avec deux leviers principaux ; d'une part, renforcer les capacités et les compétences des acteurs publics, communautaires et associatifs concernés, d'autre part maintenir et renforcer le dispositif de protection et de réinsertion sociale des mineurs en rupture sociale et familiale de Bangui. Le projet prend en charge les enfants des rues et les mineurs incarcérés ou libérés à Bangui.

Le projet prévoit des activités de prise en charge directe des enfants : maraudes, activités récréatives et psycho-sociales, y compris en milieu carcéral, soins et référencements médicaux (notamment en cas de VBG), sensibilisation, accueil dans des centres et hébergement temporaire, appui à la scolarisation ou formation professionnelle, et réunification familiale. Il apporte des solutions qui se veulent durables, avec l'insertion professionnelles des jeunes, la réunification et l'accompagnement des familles et la mise en place d'activités génératrices de revenus, la sensibilisation des acteurs, des familles et des communautés aux droits des enfants et sur les causes et les risques du départ des enfants vers la rue.

Le projet cible directement 1 000 enfants (soit 1/4 des enfants des rues à Bangui), dont 330 filles, et prévoit d'accompagner au total 136 acteurs de la protection de l'enfance.

Le budget total de ce projet est de 787 242 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 335 000 euros soit 43% du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

PAYS DE SAVOIE SOLIDAIRES

La Savoie, un territoire qui se mobilise pour l'ECSI 2022-2024

L'objectif de ce projet est

- d'une part de conforter le développement des actions d'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) en Savoie, en donnant plus d'ampleur aux actions d'accompagnement méthodologique et financier à destination des Savoyards pour renforcer leurs compétences et l'ambition de leurs actions, ainsi que leur capacité à agir, et en développant un réseau d'animateurs en ECSI sur tout le département en lien avec les initiatives portées dans ce domaine au niveau régional et national ;
- d'autre part, le projet vise aussi à renforcer les partenariats avec les acteurs de l'éducation populaire et de l'action sociale, les entreprises et les collectivités locales et d'associer les jeunes en tant qu'acteurs pour favoriser leur engagement solidaire.

Le pouvoir d'agir des jeunes et des adultes à l'échelle individuelle et/ou collective se trouve ainsi renforcé, pour leur permettre de s'engager dans la mise en œuvre des ODD et donc dans une transition vers plus de durabilité et de justice sociale

Les activités s'articulent autour de 3 objectifs spécifiques :

- Consolider les outils et actions d'ECSI, en mutualisant les pratiques avec l'éducation populaire
- Développer l'accompagnement et renforcer les compétences des acteurs savoyards en matière d'ECSI, en lien avec les enjeux sociaux, économiques et environnementaux
- Renforcer la mise en réseau des acteurs et le déploiement de nouveaux partenariats sur le territoire et à l'extérieur du territoire.

Au global, ce projet prévoit de toucher près de 6 000 personnes au travers d'organisations de diverses natures (OSC, collectivités territoriales, entreprises, associations de SI, associations d'éducation populaire, milieu scolaire, ...). De manière plus large, le projet concernera aussi 10 000 bénéficiaires indirects.

Le budget total de ce projet est de 398 160 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 180 000 euros, soit 45 % du montant total du projet.

MAISON INTERNATIONALE DE RENNES

Sensibiliser aux enjeux internationaux et renforcer l'engagement des habitants de la région Bretagne

La Maison Internationale de Rennes (MIR) rassemble plus de 70 associations rennaises engagées dans la solidarité internationale, les droits humains, les migrations et l'Europe. Elle diffuse les informations sur les événements internationaux de la métropole rennaise, organise des événements de découverte et décryptage de l'actualité internationale, des animations en milieu scolaire et appuie les acteurs au montage de projets internationaux.

« Recherches et Actions pour un Monde Solidaire » (RAMS) est un projet d'éducation populaire, associant chercheurs en sciences sociales, acteurs de l'innovation sociale, numérique et pédagogique, habitants et associations. Il entend contribuer à une meilleure appréhension des enjeux internationaux par les habitants de la région Bretagne et de la métropole rennaise, notamment dans les quartiers populaires, à un renforcement de l'engagement des jeunes, à une diversification des publics sensibilisés à la solidarité et à la citoyenneté internationales.

Conçu et mis en œuvre avec trois partenaires rennais (Keur Eskemm, Coop Eskemm et Xylm), le projet RAMS intègre trois objectifs spécifiques :

- Activer la participation aux activités de la MIR et de ses partenaires d'un public plus jeune, plus diversifié et plus nombreux.
- Accompagner et outiller les acteurs de la solidarité et de la citoyenneté internationales.
- Animer et amplifier l'Université Internationale Populaire (échanges et apprentissages sur l'actualité internationale associant habitants, chercheurs et associations) et les ateliers périscolaires menés par des groupes intergénérationnels et interassociatifs.

Durant les trois ans du projet, il est prévu de toucher plus de 5.000 individus, dont 50% de jeunes.

Le budget total de ce projet est de 757 606 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 393 000 euros, soit 52 % du montant total du projet. 38% des financements sont apportés par la Ville de Rennes.

LA GUILDE EUROPEENNE DU RAID

Six initiatives pour soutenir les populations vulnérables au Liban

Suite à l'explosion du 4 août 2020 et dans le contexte de crise économique, sociale et politique dans lequel le Liban était déjà enlisé depuis fin 2019, la Guilde a souhaité intervenir sur le terrain pour venir en aide aux populations affectées, à travers des structures associatives de proximité.

Plusieurs de ces projets déjà accompagnés par la Plateforme Territorialisée des Microprojets de La Guilde, voient le nombre de bénéficiaires augmenter et/ou les besoins s'étendre à d'autres domaines, les amenant à monter en puissance et/ou à diversifier leurs actions. La Guilde propose d'accompagner six initiatives réparties selon trois thématiques :

- Aide aux personnes démunies/vulnérables (3 projets),
- Formation professionnelle et insertion sociale (2 projets),
- Culture & éducation (1 projet).

Le projet porté par la Guilde repose pour ce faire sur 3 objectifs clés qui seront appliqués à ces 6 initiatives :

- Prolonger les dynamiques existantes avec le soutien des dispositifs d'accompagnement proposés de manière générique par la Guilde ;
- Formaliser un espace d'échanges de pratiques ;
- Mettre l'accent sur le suivi et l'évaluation des projets menés, évaluer et analyser l'impact social de ces initiatives citoyennes.

Le budget total de ce projet est de 313 872 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 200 000 euros, soit 64 % du montant total du projet.